

U.S.A. ET ARABIE SAOUDITE : DE LA RELATION SPECIALE AU

DIVORCE ?

Relation spéciale fut, des décennies, un euphémisme pour qualifier les rapports entre les U.S.A. et l'Arabie Saoudite. Elles commencent à la Saint-Valentin de 1945 où, de retour de Yalta, Franklin D. Roosevelt, rencontre le roi ibn Séoud, à bord du croiseur Quincy. Aucune puissance ne devait menacer l'approvisionnement énergétique U.S. donc les réserves de la monarchie, donc sa stabilité. Sécurité contre pétrole : voilà une politique facile à comprendre.

En plus d'un demi-siècle, ni la question palestinienne, ni les liens entre Washington et Tel-Aviv, ni divers embarras liés aux achats d'armes du royaume, ni l'embargo anti-israélien de 1973 de l'OPEP, ni les fluctuations du cours du brut n'avaient réussi à troubler la fameuse relation. Même la disparition de l'U.R.S.S. semblait ne rien changer. Protéger le régime saoudien était une priorité en 1950 : Truman craignait l'invasion des champs de pétrole du Golfe Persique par Staline (une directive du National Security Council prenait la chose si au sérieux qu'elle envisageait de les défendre avec des armes radiologiques). C'était valable en 1990, quand Bush père, était censé protéger le pays d'une supposée invasion par l'Irak... La stabilité du régime rassurait : il traversait sans trop de dégât l'assassinat du roi en 1975, les événements de La Mecque en 1979, les attentats anti-occidentaux de 1995 et 1996, l'invasion du Koweït.... Bien sûr, les experts soulignaient les problèmes de déséquilibre démographique, spéculaient sur la constitution d'une classe moyenne et ses aspirations démocratiques et sociales, appelaient à des réformes prudentes. Les stratèges, eux, commentaient le coup d'éclat qui avait permis aux U.S.A. d'installer des bases sur place sans que la rue arabe se soulève : cette présence assurait la protection du pétrole et le contrôle de la zone. Que cela se soit fait au prix d'une offense symbolique – la terre du Prophète foulée par les rangers d'incroyants - et qu'un certain ben Laden en ait fait le thème obsessif de ses premiers discours comptait peu : pour

les experts, ce facteur négligeable ne pouvait interférer avec la haute politique. Dix ans plus tard, le symbolique se vengeait.

APRÈS LES FRANÇAIS, LES SAUDIENS ?

Pourtant, le 13 Septembre 2001 au soir, c'est sur le balcon Truman de la Maison-Blanche que G.W. Bush et l'ambassadeur saoudien, le prince Bandar, auraient conféré en fumant de cigares. Telle est du moins l'image que retiennent les spectateurs du film de Michael Moore, *Fahrenheit 9/11*. Cet accord aurait permis l'évacuation de saoudiens, notamment des membres de la famille ben Laden, autorisés à voler dans l'espace aérien U.S. tandis que tous les autres appareils étaient cloués au sol. Que l'histoire soit vraie ou pas, les relations spéciales ne paraissaient guère souffrir de l'attentat dans un premier temps. Des témoignages comme celui de Robert Clarke montrent comment l'administration républicaine a commencé à chercher un lien avec l'Irak plutôt que de s'interroger sur la présence que quinze saoudiens parmi les dix-neuf pirates de l'air.

Or, en 2004, quand le ministre des Affaires étrangères, le prince Saud al Faisal rend visite au *Foreign Policy Association and US-Saudi Business Council*, le ton a changé. Il se plaint de l'attitude anti-saoudienne des médias et dénonce la floraison des livres qui sont autant d'attaques contre son pays (1).

Tous ces livres ne sont pas l'œuvre de farouches altermondialistes ni de militants acharnés contre le capitalisme pétrolier. Ils reflètent une mutation durable de l'opinion. Le *Saudi Bashing* est aujourd'hui aussi à la mode que le *French Bashing* il y a un an

Plaider la sincérité de la monarchie dans la lutte contre le terrorisme ou se plaindre de diverses vexations, tel semble devenir le rôle principal de la diplomatie saoudienne. La liste des sujets de fâcherie s'allonge :

- Accusations portées contre la femme de l'ambassadeur Bandar bin Sultan : son compte en banque aurait servi via une fondation charitable à financer des terroristes liés au 11 Septembre
- Controverse sur le départ des troupes américaines
- Plainte de proches de victimes du 11 Septembre contre des financiers et de hauts dignitaires saoudiens
- Passage censuré dans le rapport préalable de la Commission bipartite sur l'attentat – 28 pages qui précisément parlait de l'Arabie saoudite. Leur absence nourrit toutes les spéculations
- Déclarations des autorités U.S. recommandant à leurs nationaux de quitter le pays après la décapitation de Paul Johnson en juin 2004 (au moment même où GWB affirme que les terroristes ne réussiront pas à faire céder sa résolution)
- Propos de nombreux hommes politiques comme le sénateur Kyls faisant de l'Arabie Saoudite l'« épiceutre » d'une entreprise internationale de terreur.

Les satisfecits décernés de temps en temps au royaume pour ses « efforts » ou les protestations récurrentes d'amitié de G.W.B. en personne ne peuvent dissimuler le gouffre qui s'est creusé entre les opinions des deux pays. Dans une récente publication de la *Brookings*, Shibley Telhami affirmait que, de 60% de saoudiens qui exprimaient leur confiance envers les Etats-Unis, il y a quatre ans, le nombre était tombé à quatre pour cent (2). Force sondages ou études montrent à quels sommets himmalayesques est monté l'antiaméricanisme dans le monde arabe e : même dans les pays qui détestaient Saddam, l'invasion de l'Irak a renforcé le sentiment de solidarité victimaire alimenté par la situation de la Palestine. Dans le cas des Saoudiens, ce sentiment d'humiliation est renforcé par celui de l'injustice et de l'incompréhension. Ils font remarquer que s'il y avait tant d'Arabes Afghans venus chez eux dans les camps de ben Laden en 2001 (un tiers de Saoudiens environ dans les prisonniers de Guantanamo), c'est qu'il y en avait bien

davantage dans les camps du Pakistan en 1989, peut-être 25.000. À l'époque on les nommait « freedom fighters » ; la CIA les armait et les équipait. Par ailleurs, l'effroyable idéologie anti-démocratique wahhabite n'était pas si maudite quand elle servait à combattre le communisme. Pour aggraver le tout, les accusations américaines tombent au moment où la société saoudienne réagit contre le djihadisme. Ainsi, depuis le début 2003, la branche saoudienne de ce qu'il est convenu d'appeler al Quaïda a perdu successivement ses trois chefs : Youssef al-Airi, Khaled Ali al-Haj, et Abdulaziz Al-Moqrin, tué lors d'une fusillade le 18 juin 2004. On peut discuter le caractère tardif de la réaction saoudienne, mais pas sa réalité. Et le pays ne donne pas l'image de Saïgon trois jours avant l'arrivée du vietcong que décrivent certains analystes U.S.

Les gouvernements des deux pays, sont placés chacun devant une double contrainte. Pour l'administration U.S. : exiger beaucoup de l'Arabie saoudite en termes de lutte financière, idéologique ou politique contre l'islamisme mais aussi de réformes culturelles ou sociales qui rendent le pays plus conforme aux critères occidentaux. Mais tout cela sans le déstabiliser le pays, sans risquer de rétorsion, tant est l'entrecroisement des intérêts financiers des deux pays, sans décevoir l'opinion américaine qui réexamine les faiblesses passées à la lumière de leurs conséquences actuelles, mais aussi en maintenant assez visiblement un autre fer au feu dans la région. Côté saoudien, autre quadrature du cercle. Le risque est de ne pas convaincre l'Amérique de sa volonté ou de sa capacité à éradiquer le péril islamiste. Mais surtout de ne pas persuader une partie de son opinion, jeune, pieuse et de plus en plus anti-américaine, que le gouvernement n'est pas vendu aux étrangers.

COMLOTS EN TOUS GENRES

Le vrai paradoxe est aux U.S.A.. Car s'il y a un seul point sur lequel peuvent s'accorder un Michael Moore ou un Chomsky, représentants emblématiques de la gauche américaine et les faucons les plus durs de l'administration, c'est l'urgence d'agir contre

l'Arabie Saoudite. Si John Kerry devait être élu en Novembre 2004, ce qui est indécidable au moment où nous écrivons, il prétend appliquer une politique de « fermeté » à l'égard de la monarchie : arrêter l'expansion idéologique de l'islamisme et couper les circuits supposés de l'argent terroriste. C'est un thème à succès chez les démocrates. Cette position présente un double avantage : accuser les Républicains d'être « *soft on terrorism* » dispense a contrario du soupçon d'être des pacifistes verbeux et c'est une excellente occasion de porter la controverse sur les liens personnels et financiers entre la famille Bush et la monarchie. Mais c'est du côté républicain que viennent les pires attaques: elles ne consistent pas en reproches pour le passé ni en mises en garde mais en projets qui visent rien moins que la destruction du royaume. Des projets que le président ne peut certainement pas endosser mais qui émanent pourtant des soutiens les plus fermes à sa politique étrangère.

L'anti-saoudisme recouvre donc tout un éventail de positions. Certaines ressortent à la maladie du « conspirationisme » : l'Histoire s'explique par les manœuvres de puissances cachées. Elles abusent les masses avec la complicité des médias. Le film de Michael Moore est assez typique, tout comme l'est la littérature « onzeseptembriste » qui explore les aspects sombres d'une tragédie suspecte. Le problème de ce genre de thèses est qu'il est difficile de les formuler sous forme d'une proposition vérifiable sans que leur naïveté idéologique saute aux yeux.

Le contenu des diverses théories sur le 11 septembre se lit généralement en creux : contradictions dans la thèse « officielle », éléments indiquent que l'administration Bush aurait dû tenir compte des avertissements préalables... et conviction générale qu'il y a des choses cachées derrière les choses. Mais quand il s'agit de formuler une explication alternative, le contenu est moins clair :

- Les versions les plus délirantes du type de celles de Thierry Meyssan supposent un complot d'extrême-droite au sein du Pentagone et font de tous les acteurs de ben Laden à Bush les marionnettes d'une même pièce truquée.

- Les plus ambiguës, comme celle du film de Michel Moore, suggèrent que l'administration Bush aurait agi dans l'unique but de défendre des intérêts financiers. Elle aurait détourné l'attention de la piste saoudienne par solidarité entre riches ; le prétexte irakien aurait servi à contrôler davantage de revenus pétroliers et maintenir le peuple américain dans l'ignorance et la peur. Or, il est évident que la politique de l'équipe au pouvoir à Washington ne peut pas ne pas ignorer les intérêts financiers (et familiaux) de certains de ses membres dans des sociétés comme Carlyle, Haliburton, etc. Mais ce n'est pas une raison pour prétendre que l'histoire du monde s'explique uniquement par la méchanceté de marchands de canons et des pétroliers.

- Les discours plus modérés se contentent de formuler des reproches sur l'aveuglement passé de l'administration. Pour ce qui concerne les relations avec l'Arabie saoudite, l'accusation mêle plusieurs niveaux de réalités :

- 1) Le facteur idéologique. La propagation du wahhabisme dans les mosquées du monde entier, largement subventionnée par l'Arabie saoudite, a-t-elle favorisé le terrorisme ? Là encore, il serait simpliste de faire une équation entre wahhabisme (ou salafisme ou école théologique des hanbalites) et djihadisme. Pourtant, les courants d'idées proches de cette école rigoriste – et qui ne proviennent pas tous nécessairement d'Arabie saoudite, comme les Déobandis du sous-continent indien – forment un meilleur terreau pour le développement du terrorisme que d'autres écoles. Même si des oulémas wahhabites ont récemment fait des déclarations très fermes pour le condamner...

- 2) Le facteur humain : les sympathies ou solidarités familiales qu'aurait conservé ben Laden dans son pays, même après avoir été déchu de sa nationalité et globalement le nombre de ses partisans en Arabie.

- 3) Le facteur financier. Difficile de nier que des millions de dollars d'origine saoudienne n'aient servi soit en toute conscience, soit par détournement du *zarkat*, l'aumône, à financer des mouvements jihadistes. Le seul fait que probablement 150

comptes importants de ce pays soient sous surveillance le prouve a contrario. Dans un article retentissant (3) du *New Yorker*, basé, à l'en croire, sur les interceptions par la NSA de communications de princes saoudiens, Seymour Hersch résume : « (le régime) a voulu s'acheter un avenir en faisant parvenir des centaines de millions de dollars aux groupes fondamentalistes qui veulent le renverser afin qu'ils le laissent tranquille. »

- 4) Le facteur politique. Jusqu'à quel point y a-t-il eu un accord plus ou moins explicite entre la famille régnante et ben Laden : allez faire vos attentats ailleurs et nous ne vous chercherons pas trop noise ? Ce « deal » s'est-il rompu en 2003 ?

Le seul fait que ces questions soient posées quotidiennement aux USA suffit à mesurer l'évolution du rapport entre les deux pays ; Reste à en mesurer les conséquences pratiques. Jusqu'où peut-on pousser le scénario catastrophe ? Une école réaliste répond que les U.S.A. ne pourront jamais aller jusqu'à favoriser la chute de la dynastie saoudienne faute de solution de rechange : ce serait livrer le pays aux islamistes. Ils ajoutent qu'il est difficile d'être trop agressifs avec des gens qui ont investi 750 milliards de dollars dans votre pays (et peuvent donc les retirer) et que la dépendance pétrolière est trop forte. Leurs adversaires ont d'autres arguments :

- la politique U.S. en Asie centrale et dans le Golfe tend précisément à ne plus dépendre du pétrole saoudien

- la priorité accordée à la lutte anti-terroriste et la stratégie de quatrième guerre mondiale supposent l'élimination des dangers en amont (des ADM aux foyers idéologiques en passant par les régimes « voyous »). Cette stratégie passe par l'unilatéralisme sans complexe et par l'emploi visible de la force. Elle veut prouver que les U.S.A. sont devenus « damn'serious ». Toute occasion de démontrer sa résolution morale et la rupture avec les mauvaises habitudes du passé est bonne à saisir.

Encore faut-il souligner que de tels raisonnements restent dans le cadre d'une exigence à l'égard de l'Arabie Saoudite, que ce soit en termes de réforme politique, de droits de l'homme ou de lutte contre l'islamisme.

QUAND LES NÉO-CONSERVATEURS REFONT LA CARTE

Tout change si l'on analyse un autre courant anti-saoudien aux U.S.A., celui des néo-conservateurs. Ils ne craignent plus la rupture avec les saoudiens. Ils recherchent au contraire délibérément l'affrontement. Pour eux, le dépeçage du royaume fait partie d'un plan à long terme, antérieur au 11 Septembre, et qui dans tous les cas va bien au-delà de la réaction antiterroriste. Il n'est question de rien moins que de découper l'Arabie dans le cadre de la reconfiguration du Moyen-Orient.

Cette thèse est promue de façon quasi publicitaire. Lors d'un exposé devant le Defense Policy Board du Pentagone le 10 Juillet 2002 l'expert français de la Rand, Laurent Murawiec déclarait « Les Saoudiens sont à l'œuvre à tous les niveaux de la chaîne de la terreur, des planificateurs aux financiers, de l'encadrement aux exécutants, des idéologues aux propagandistes. » À l'époque, ces déclarations avaient été reprises par le Washington Post du 6 Août, sous le titre « Un briefing au Pentagone dépeint les saoudiens comme des ennemis et suggère un ultimatum ». Cela avait provoqué un incident diplomatique, et un échange de coups de téléphone entre le président Bush et le prince Abdallah. Or l'important dans ce texte n'est pas la violence des accusations proférées, mais les propositions, développées depuis dans un livre. Il s'agit de « dé-saoudiser » l'Arabie et de menacer les « quatre choses qui leur sont précieuses : leur pétrole, leurs avoirs financiers

hors du royaume, leur pouvoir politique dans la péninsule Arabique et leur rôle de gardiens des Lieux saints de l'islam. » (4). Et, pour ceux qui n'auraient pas compris, Murawiec propose :

- de saisir les puits de pétrole du Hadjar – qui deviendrait un État autonome chiite – de procéder à la redistribution des revenus pétroliers entre pays de la région, dont Israël
- une occupation préventive ou préemptive des champs de pétrole
- le partage des provinces du Hedjaz, de l'Assir et du Nadj
- la gestion collégiale des lieux saints de l'Islam entre toutes ses tendances.

Le tout étant mené sous contrôle américain, on ne doute pas que cette série de mesures soit propre à déchaîner l'enthousiasme du monde musulman et à mettre fin à la guerre des civilisations

Avec le recul, le ballon d'essai Murawiec s'inscrit dans le cadre d'une campagne plus vaste. Elle démontre l'étonnante capacité des néo-conservateurs à travailler en équipe, reprenant le même thème à travers tous les relais médiatiques, universitaires, les think tanks, leurs réseaux.

Comme le note Hichem Ben Yaïche dans sa chronique « Arabie saoudite, prochaine cible » : de nombreux experts de l'équipe Bush et des *think tanks* néo-conservateurs... ont décrété que l'Arabie Saoudite constitue l'ennemi public numéro 1 des Etats-Unis dans le monde. Il suffit de lire leur littérature pour s'en rendre compte. L'un des maîtres-penseurs de cette école n'est autre que Richard Perle,qui s'appuie sur la protection de Paul Wolfowitz. »

Un rôle particulier dans l'opération semble dévolu au *Hudson institute*. Il recrute Laurent Murawiec après son départ de la Rand Corporation et accueille des personnalités comme Richard Perle, Max Singer, Donald Kagan, et J. Danforth Quayle. Dès 1992,

l'institut lance des réunions aux titres significatifs comme « Arabie saoudite, amie ou ennemie ? » ou fait la promotion de l'ancien ambassadeur d'Israël auprès de l'ONU, Dore Gold et de son livre à succès « Le royaume de la haine. Comment l'Arabie saoudite soutient le nouveau terrorisme global.. »

De même Max Singer plaide auprès du Pentagone pour un démembrement de l'Arabie saoudite, l'est du pays devenant la République islamique d'Arabie orientale (chiite), l'ouest restant aux wahhabites et les champs de pétrole étant gérés directement par les compagnies occidentales. Un plan fait écho à celui du parlementaire travailliste George Galloway : il souhaite, lui, le partage du royaume en deux ou trois nations.

Le tableau ne peut être complet sans l'intervention de Richard Perle, lui-même, l'homme qui est affectueusement surnommé « le Maître des ténèbres » dans les couloirs de Washington.

Dans de nombreuses interventions, puis dans un ouvrage cosigné avec David Frum qui a longtemps écrit les discours du président, Perle se propose de mettre « Une fin au mal » (5) Comment « gagner la guerre contre la Terreur » selon l'ancien président du *Defense Policy Board*, proche de Rumsfeldt ? Une partie de la réponse concerne l'Arabie saoudite « Depuis trente ans, la politique des Etats-Unis en ce domaine est dictée par le dogme selon laquelle, aussi problématique que soit la monarchie saoudienne, elle vaut mieux que toutes les autres alternatives. Il est temps de renoncer à cette illusion et pour toujours. ». Perle, partisan du départ des Saouds et de la constitution d'une province chiite de l'Est, qualifie d' « abjecte » la politique saoudienne de son pays – et en attribue la cause à la corruption perpétrée par les saoudiens. Bref l'Arabie Saoudite, comme la France « devraient être traitées non comme des alliées, mais comme des rivales, et le cas échéant comme des ennemies. ». L'action des néo-conservateurs rejoint celle d'un certain nombre de Think Tanks proisraéliens comme le JINSA Jewish Institute for National Security Affairs qui fait, par exemple, s'exprimer Murawiec autour du thème de « l'ennemi saoudien ».

Visiblement le « *get Saddam party* » qui a travaillé depuis 1991 à obtenir sa guerre complète contre l'Irak est devenu le « *get Saoud Party* ». Pour lui les plans du grand Moyen-Orient ne peuvent s'inscrire que dans le cadre d'une reconfiguration complète des pays arabo-musulmans. Dans cette optique d'un wilsonisme plus que musclé, l'Arabie Saoudite est candidat n°1 à la contagion démocratique chère à ces progressistes d'un nouveau genre. Leur fureur de conversion les amène à envisager des guerres contre la Syrie ou l'Iran, même si leur premier argument est difficile à soutenir dans les présentes circonstances : la vitrine démocratique irakienne entraînant par son exemple la chute des régimes autoritaires arabes.

La question des rapports entre l'Arabie Saoudite et les U.S.A. dépend pour une bonne part du poids des néo-conservateurs : il détermine une ligne de rupture entre partisans de la « reconfiguration » et ceux de l'équilibre des puissances, entre utopistes partisans de la fuite en avant et parti du moindre mal. C'est aussi une frontière entre le parti des idéologues et celui des intérêts.

Nombre de commentateurs enterrent déjà les néo-conservateurs : responsables d'une politique catastrophique en Irak, plus directement impliqués encore dans le mensonge des Armes de Destruction Massive ou dans le soutien à Chalabi (leur candidat à la direction de l'Irak et qui est maintenant accusé d'être un agent d'influence iranien), détestés par une bonne partie de l'establishment militaire, ils seraient condamnés au profit des pragmatiques.

C'est possible. Mais nous serions davantage rassurés si cette supposée disgrâce ne se traduisait pas dans la politique U.S. par le déni des réalités les plus évidentes en Irak, par un soutien sans faille à la politique de Sharon et par la découverte sporadique de nouvelles « pistes » iraniennes ou syriennes qui autoriseraient de nouvelles aventures militaires. Et quand bien même le parti de la guerre serait renvoyé à ses études en Novembre 2004, ce

qui reste à prouver, on voit mal ce qui pourrait restaurer la confiance entre les U.S.A. et le monde arabe.

François-Bernard Huyghe

contact@huyghe;FR

Notes :

1) La liste est, en effet éloquente : "*Sleeping With the Devil: How Washington Sold its Soul for Saudi Crude.*" "*Inside the Opaque Kingdom.*". "*Forbidden Truth: US-Taliban Secret Oil Diplomacy*"; "*Saudi Arabia and the Failed Search for Bin Laden*"; "*One Hundred and One Reasons Not to Murder the Entire Saudi Royal Family.*"., "*Hatreds Kingdom: How Saudi Arabia Supports a New Global Terrorism.*" et même "*House of Bush, House of Saud: The Secret Relationship Between the Worlds Two Most Powerful Dynasties.*"

2) *Manipulating US Elections is Not an Al-Qaeda Goal*, The Daily Star, July 26, 2004, dipponible sur <http://www.brooking.org>

3) New Yorker 22 Octobre 2002 « *King's ransosn : How Vulnerable Are The Saudi Royals.* » par Seymour M. Hersh

4) Laurent Murawiec *La guerre d'après*, Odile Jacob 2003, p 273

5) David Frum, Richard Perle *An end to evil*, Random House, NY 2004